

Classe de T°9 – Histoire Géographie
Corrigé du DS du 30 mai 2014

PREMIERE PARTIE : HISTOIRE

SUJET 1 : La Chine et le monde depuis 1949

La Chine est un des plus grands et des plus anciens Etats du monde, qui fut très puissant par le passé. Après les traités inégaux du XIXe siècle, la Chine avait été dominée par l'Occident, le contrôle britannique sur Hong-Kong symbolisant cette humiliation. Après l'avènement difficile d'une République au début du 20^e siècle, les Chinois ont connu une période troublée et violente, marquée par des guerres civiles et l'occupation japonaise. Après la défaite nipponne de 1945, puis la victoire des communistes chinois sur les nationalistes de Tchang Kai Chek, une nouvelle ère s'annonce pour la Chine en 1949. Comment ont évolué les rapports entre la Chine et le monde depuis cette date ?

Mao Zedong, dirigeant du parti communiste chinois, pèse sur l'évolution de la Chine face au monde jusqu'à sa mort. Puis, la Chine amorce son décollage économique pour s'affirmer comme puissance mondiale.

De 1949 à 1976, Mao imprime sa marque sur la Chine, qui s'insère dans la guerre froide comme un membre très particulier du bloc communiste.

A ses débuts à la tête de la Chine, Mao opte pour un alignement sur l'URSS de Staline. Mao reprend le contrôle de tout le territoire chinois et il occupe le Tibet en 1951. Mais Hong-Kong reste anglais et Tchang Kai Chek s'installe solidement à Taïwan grâce au soutien massif des USA. A l'exception du R.U. (qui veut conserver Hong-Kong), tous les pays occidentaux refusent de reconnaître la Chine Populaire et installent leur ambassade à Taïwan. Mao se rapproche du bloc communiste et signe un traité d'amitié avec l'URSS. Il renonce ainsi à récupérer la Mongolie. Avec le début de la guerre froide, la Chine joue un rôle majeur en Asie. Elle participe à la guerre de Corée (1950-53). Entre 1946 et 1954, elle soutient le Vietminh (communistes vietnamiens) dirigés par Hô Chi-Minh contre la France puis contre les USA. Elle aide aussi les « khmers Rouges » du Cambodge. Enfin, sur le plan économique, Mao opère un changement total. La Chine qui était largement ouverte au commerce avec l'Occident se ferme. Mao qui reçoit une importante aide économique de Moscou applique le modèle soviétique : élimination des grands propriétaires, réforme agraire et création de coopératives sur le modèle des Kolkhozes. L'économie est planifiée et le gouvernement publie en 1953 le premier plan quinquennal qui accorde la priorité à l'industrie lourde et à la Mandchourie riche en minerais.

Mao tente ensuite de bâtir une voie communiste chinoise de développement, tentant de donner au monde un nouveau modèle. Les relations avec l'URSS se dégradent. A la mort de Staline, Khrouchtchev dénonce ses crimes (1956). Mao refuse la « déstalinisation ». Il refuse aussi la nouvelle politique soviétique de « coexistence pacifique ». D'autre part, la Chine qui a participé à la conférence de Bandung (1955), noue des relations étroites avec le mouvement des non-alignés. En 1960, l'URSS rappelle ses conseillers et en 1962, elle met fin à son aide économique. Mao oriente sa propagande en direction du tiers-monde et se pose en modèle anti-impérialiste et anti-occidental. Dans le domaine économique, la Chine se lance dans un développement autonome. Mao qui veut combler très vite le retard chinois, lance le « Grand Bond en Avant » (1958). Pour réussir, il compte sur l'énorme réservoir de main d'œuvre que compte la Chine (600 M d'habitants) . Il lance la mobilisation des « forces productives cachées ». La population est mobilisée par une propagande poussée jusqu'à l'hystérie. Les Chinois sont regroupés dans 25 000 unités géantes (les communes populaires) où la vie familiale et privée est proscrite. Les repas sont pris dans des cantines collectives, les enfants vivent dans des garderies et les adultes sont regroupés dans des équipes de travail. L'État impose des objectifs irréalistes. Les paysans doivent délaisser les cultures pour fabriquer de l'acier dans des fours traditionnels. En Occident, Mao est adulé par l'extrême-gauche mais le Grand Bond se termine par un désastre économique et humain ; des dizaines de millions de Chinois sont tués par la famine. Devant cet échec retentissant, Mao doit se retirer. Liu Shaoqi (président de la république) et Deng Xiao-Ping reviennent au réalisme. Ils mettent en sommeil les communes populaires, autorisent à nouveau les lopins individuels et la vie familiale. C'est la « NEP chinoise ». Pour reconquérir le pouvoir, Mao lance la « Grande Révolution Culturelle Proletarienne ». Il s'attaque aux dirigeants du pays qu'ils qualifie de « droitiers » et il mobilise contre eux les jeunes et les étudiants (les « héritiers de la révolution »). Les jeunes ouvriers et étudiants forment des « gardes rouges » et sillonnent le pays terrorisant les cadres du Parti et de l'État. Liu Shaoqi meurt en prison et Deng Xiao-Ping est envoyé dans un camp de « rééducation ». La révolution culturelle s'achève par la victoire de Mao mais le pays est exsangue.

Progressivement, à partir des années 1960, Mao a cependant engagé la Chine dans un rapprochement avec l'Occident, qu'il faut toutefois relativiser. Le modèle chinois n'a pas séduit les pays du tiers-monde. L'Albanie est le seul pays communiste à soutenir Mao. Seule la Tanzanie, a créé des communes populaires sur le modèle chinois. Au Cambodge, les « Khmers rouges » ont perpétré un génocide. Pékin se rapproche du monde capitaliste. En 1964, De Gaulle reconnaît la Chine Populaire suivi par les autres États occidentaux. En 1971, Taïwan quitte le Conseil de sécurité de l'ONU et laisse son siège à Pékin. Les EU et la Chine nouent d'abord des contacts sportifs (« diplomatie du ping-pong »). La Chine est associée au désengagement des EU au Vietnam. Puis, Nixon vient en visite à Pékin en

1972. A la mort de Mao en 1976, la Chine n'est influente qu'en Asie. Ce n'est pas une puissance mondiale. Le pays est rural et sous-industrialisé. Un tiers de sa population vit dans une pauvreté totale.

Après la mort de Mao, certains verrous sautent et c'est Deng Xiaoping qui lance la Chine sur la voie de la modernisation.

Deng Xiaoping est à l'origine de l'essor économique chinois. Le « Petit Timonier » évince l'épouse de Mao et s'empare du pouvoir en 1978. Il maintient un communisme de façade mais il opte pour l'économie de marché. Il lance les « quatre modernisations » : agriculture, industrie, technologie et défense. Dans le domaine agricole, il démantèle les communes populaires, loue les terres aux paysans et libère les prix. Dans le domaine industriel, il supprime la planification et autorise les entreprises privées. Pour attirer des capitaux et la technologie occidentale, il crée des Zones Économiques Spéciales (ZES) où la main d'œuvre est abondante, docile et bon marché. Les FDI qui peuvent rapatrier les profits affluent. L'État pour juguler la natalité impose la politique de l'enfant unique. La Chine qui n'aide plus les mouvements révolutionnaires dans le monde ne fait plus peur et elle adhère au FMI. La diaspora chinoise revient participer au développement de la Chine.

Cependant, Deng Xiaoping maintient l'État totalitaire. Le niveau de vie s'élève, les taux de croissance s'envolent et le nombre de millionnaires augmente. Mais les inégalités se creusent. Inégalités sociales d'abord entre les privilégiés (fils de cadres du Parti) et les travailleurs migrants (les « mingongs »). Inégalités régionales entre le littoral et l'intérieur. La jeunesse dénonce la corruption des autorités. Elle réclame la « cinquième modernisation » : la démocratie. Déjà en 1978, les étudiants avaient créé à Pékin un « mur de la démocratie » sur lequel ils avaient affiché des journaux muraux (les « dazibaos »). Ce premier « printemps de Pékin » avait été vite réprimé par les autorités. En 1989, encouragés par la « glasnost » de Gorbatchev, les étudiants manifestent sur la place Tiananmen pour commémorer les 70 ans du mouvement du 4 Mai 1919. Le 4 juin 1989, l'armée massacre plusieurs milliers d'étudiants. Ce massacre filmé par les télévisions étrangères porte un coup important à l'image de la Chine. L'ONU décrète un embargo sur les ventes d'armes à destination de la Chine.

Malgré la permanence de l'État totalitaire, la Chine est désormais une puissance mondiale. Malgré les violations répétées des droits de l'homme (Tibet, contrôle d'internet), aucun pays démocratique ne rompt ses liens économiques et politiques avec la Chine. Elle continue à enregistrer des succès. Elle adhère à l'OMC, s'implante en Afrique pour exploiter les matières premières. Elle récupère Hong-Kong (1997) et Macao (1999). Elle organise les JO de 2008. La Chine est un des principaux créanciers des EU. Elle est membre du G20. Le budget militaire chinois augmente régulièrement et les Chinois construisent une marine de guerre. Cependant, ces succès réels sont à nuancer. La puissance militaire chinoise ne peut rivaliser avec celle des EU. Le pays fabrique des produits bas de gamme et sa croissance repose avant tout sur les exportations. La population vieillit dangereusement.

Conclusion

Après une longue période de décadence, la Chine commence son redressement politique avec le régime communiste. Cependant, la période maoïste est un traumatisme social et économique sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Deng Xiao-Ping rétablit le capitalisme et le pays commence à sortir du sous-développement. En 2010, la Chine dépasse le Japon et devient la seconde puissance économique mondiale. Cependant, le modèle de croissance utilisé depuis 1979 est à bout de souffle. D'autre part, le pouvoir chinois qui refuse toute évolution démocratique est confronté à une contestation croissante de la part de la société.

SUJET 2 : Gouverner la France depuis 1946 : Etat, gouvernement et administration. Héritages et évolutions.

En France, l'État a précédé la nation. La France a toujours été dirigée par un État fort. Tous les régimes qui se succèdent depuis le Moyen Âge (la monarchie capétienne, Napoléon...) ont constamment renforcé les pouvoirs de l'État et de l'administration. Comment évolue le mode de gouvernance en France depuis 1946 ?

Après la Libération, les compétences de l'État augmentent de façon importante sous la IV^e République. Puis, avec la V^{ème} République, l'État devient tout-puissant et le président agit comme un « monarque républicain ». Cependant, à partir des années 1970, en raison de la décentralisation, de l'intégration européenne et de la mondialisation, l'État français commence à s'affaiblir.

En 1946 est instaurée la IV^e République, qui dure jusqu'en 1958. Les prérogatives de l'État se renforcent malgré l'instabilité politique.

Après la 2^e guerre mondiale, l'État en France a été complètement refondé. De 1944 à 1946, la France est dirigée par le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) dirigé par De Gaulle qui est à la fois chef du gouvernement et de l'État. Le nouveau gouvernement a une tâche énorme à mener à bien tout en accentuant son effort de guerre : reprendre le contrôle des régions libérées où des pouvoirs de fait se sont imposés, faire cesser l'épuration sauvage, rétablir les communications... De Gaulle effectue de grands voyages pour réinstaller une administration sur tout le territoire (des commissaires de la République, des CRS...). Le GPRF applique le

programme du CNR. Il procède à des nationalisations dans les secteurs-clés : le crédit (BNP, Crédit Lyonnais...), l'énergie (houillères, électricité), les transports (Air France), l'industrie (Renault). Il pose les bases du modèle social français : lois sur les comités d'entreprises, sur la Sécurité sociale, les HLM...

Les pouvoirs de l'administration ont été étendus. Continuant l'exemple de Vichy, l'État embauche massivement des fonctionnaires pour appliquer sa politique économique et sociale. Il publie le Statut de la fonction publique (1946) qui garantit aux agents la sécurité de l'emploi, le droit de faire grève et de créer des syndicats. Pour recruter des fonctionnaires, il crée des Instituts d'Etudes Politiques (IEP). Les hauts fonctionnaires sont issus de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA). Les énarques vont jouer un rôle capital dans la reconstruction du pays et dans l'expansion économique des Trente Glorieuses car ils assurent la continuité de l'action publique et atténuent considérablement les effets de l'instabilité politique. Les énarques soudés par un puissant esprit de corps vont constituer rapidement l'essentiel du personnel politique et administratif. Les pouvoirs publics vont diriger la reconstruction et la modernisation de la France. En 1946, De Gaulle crée le Commissariat au Plan pour planifier l'action de l'Etat en matière économique. L'Etat dirigiste lance des projets (barrages, autoroutes, centrales nucléaires...). Le service public emploie 10 % des actifs.

L'instabilité chronique de la IV^e République a des conséquences somme toute limitées. Dès la Libération, les anciens partis politiques (PCF, PS-SFIO...) renaissent et retrouvent une grande audience. Pour rédiger une nouvelle constitution, une première Assemblée Constituante est élue. De Gaulle s'oppose aux partis car il veut un pouvoir exécutif fort. Les députés veulent maintenir la suprématie du Parlement. De Gaulle démissionne en Janvier 1946. Il fait rejeter par le peuple le premier projet mais il ne peut empêcher l'adoption du second projet de constitution. La IV^{ème} République naît fin 1946. Le régime est très vite caractérisé par une forte instabilité. Le scrutin proportionnel permet à de nombreux partis d'être représentés au Parlement et il ne permet pas la constitution de majorités stables. 22 gouvernements se succèdent en 11 ans et un seul dépasse les 18 mois d'existence. Au début, l'instabilité a des effets limités car les hauts fonctionnaires sont efficaces. D'autre part, les postes-clés sont souvent occupés par les mêmes hommes : entre 1944 et 1954, deux hommes de grande valeur occupent le Quai d'Orsay : Georges Bidault et Robert Schuman. La personnalité la plus marquante de cette période demeure Pierre Mendès-France qui a réglé le sort de l'Indochine et préparé la décolonisation du Maghreb. Mais la IV^e République est incapable de régler le conflit algérien, ce qui va provoquer sa chute.

L'avènement de la Ve République en 1958 est aussi celui d'un système, l'Etat gaullien.

La Constitution de la Ve République réorganise les pouvoirs au sommet de l'Etat. Le 13 mai 1958, la population d'Alger se révolte contre le gouvernement de Paris. L'armée impose le retour de De Gaulle pour empêcher l'indépendance de l'Algérie. L'homme du 18 juin fait rédiger une nouvelle constitution qui respecte les principes républicains mais qui renforce considérablement les pouvoirs de l'exécutif et de son chef. Le pouvoir législatif est étroitement contrôlé par l'exécutif qui fixe la durée des sessions et l'ordre du jour des assemblées. Le président est qualifié de « monarque républicain »; il est chef des armées et maître absolu de la politique étrangère. Il a le droit de dissoudre l'Assemblée nationale et de consulter le peuple par référendum. En 1962, De Gaulle gagne un référendum qui prévoit l'élection du président au suffrage universel. Les parlementaires sont élus au scrutin majoritaire uninominal à deux tours, ce qui donne au président des majorités stables et disciplinées.

Sous De Gaulle, la puissance publique est alors à son apogée. De Gaulle dispose du pouvoir et des moyens financiers (croissance économique oblige) nécessaires pour mener à bien de grands projets. Dans le domaine économique, l'Etat distribue d'importantes subventions et il encourage la concentration des grandes entreprises (création d'ELF). Il lance de grands projets industriels : développement du nucléaire, de l'aéronautique, de l'informatique (« Plan calcul »)... L'Etat soucieux de prestige international construit l'avion Concorde et le paquebot « France ». De Gaulle modernise le secteur de la santé (création des CHU) et les universités (après le mouvement de Mai 1968). Il crée la DATAR pour mener une politique d'aménagement du territoire (création des villes nouvelles). André Malraux lance de grands chantiers culturels : création des MJC, rénovation des quartiers historiques (le Marais à Paris). Durant cette période, les hauts fonctionnaires et les « technocrates » jouent un rôle essentiel. Ces experts diplômés des grandes écoles font partie des cabinets des ministres et appliquent les décisions des hommes politiques (Paul Delouvrier chef de la DATAR). Souvent, ils se présentent aux élections et entament des carrières politiques (VGE, Jacques Chirac, Laurent Fabius...).

Cependant, l'irruption de la crise économique remet en cause les fondements de l'Etat gaullien. Après la démission de De Gaulle (1969), le pouvoir passe d'abord à Georges Pompidou (1969-1974) puis à Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981). Les deux hommes qui ont servi le Général continuent son œuvre. Cependant, à partir de 1973, la France est frappée par la crise. La facture énergétique s'envole, l'inflation réduit le pouvoir d'achat des ménages qui réduisent leur consommation. Le chômage augmente régulièrement. Les recettes classiques keynésiennes (déficit public, plans de relance) n'ont aucun effet durable. Le gouvernement pratique un « stop and go » stérile. Les économistes libéraux qui s'inspirent de l'école de Chicago, dénoncent les actions coûteuses et inutiles de l'Etat. Ils appellent à une libéralisation de l'économie : démantèlement de l'Etat-providence, réduction des impôts et des dépenses publiques, flexibilité de l'emploi.

Après les années 1970 s'amorce un repli de l'Etat en France.

Le retrait est d'abord progressif dans la sphère économique. En 1981, une alternance politique se produit. Le candidat du Parti socialiste, François Mitterrand, s'installe à l'Élysée. Le changement de majorité n'affecte en aucune façon le fonctionnement de l'État. Mitterrand, qui avait pourtant dénoncé sans relâche les grands pouvoirs du président, semble s'accommoder de ses nouvelles prérogatives. Il tente une politique de relance et de nationalisations qui se solde par un échec. Les partenaires européens de la France exigent un changement de politique. Mitterrand qui croit profondément au projet européen est contraint de s'incliner. A partir de 1983, Jacques Delors, ministre des finances mène une politique de rigueur budgétaire dont la conséquence directe est la remontée du chômage. En 1986, la droite gagne les élections législatives et Jacques Chirac devient Premier ministre : c'est la première cohabitation. Le ministre des finances Edouard Balladur lance un grand mouvement de privatisation d'entreprises publiques. Mitterrand est réélu en 1988, mais le mouvement de libéralisation est inexorable. L'État n'est plus un producteur. Il n'a que peu d'influence sur les FTN qui se sont mondialisées. Il ne peut plus empêcher les fermetures d'usines ou les délocalisations. Il se consacre à ses tâches régaliennes : sécurité, justice, éducation, formation professionnelle, défense...

En parallèle à cette mutation du rôle de l'État dans l'économie, la montée de l'Europe et des régions change la façon de concevoir l'État en France. En 1982, Gaston Defferre fait voter les lois de décentralisation. L'État confie aux collectivités territoriales (communes, départements, régions) d'importantes compétences : construction et entretien des établissements scolaires, construction d'autoroutes, distribution des aides sociales (RSA...). En 2003, une nouvelle vague de décentralisation se produit et le principe de décentralisation est inscrit dans la constitution. Les pouvoirs de l'État sont aussi amoindris par l'intégration européenne. En 1993, le marché commun est remplacé par un marché unique et les questions majeures (le droit de la concurrence, les taux de TVA...) sont désormais traitées par la Commission européenne ou par la Cour Européenne de Justice. En 1992, le traité de Maastricht prévoit la création d'une monnaie européenne et depuis cette date, l'euro est géré par la Banque Centrale Européenne qui est totalement indépendante des gouvernements. Une grande partie du travail des parlementaires français consiste à transcrire dans le droit français les directives européennes. La crise économique et financière européenne va renforcer cette tendance car les 27 vont renforcer la coordination des politiques économiques et budgétaires.

Malgré toutes les évolutions, le recul de la puissance publique est finalement limité. La place de l'État reste importante en France. Contrairement au Royaume-Uni ou aux USA, l'État en France est vu comme un protecteur ou un régulateur. Les partenaires sociaux n'ont pas l'habitude du dialogue social et ils préfèrent souvent l'affrontement à la négociation. Lors des conflits sociaux, c'est souvent le médiateur nommé par l'État qui débloque la situation. Les dirigeants politiques de gauche comme de droite sont plus des étatistes que des libéraux. Ils considèrent qu'un État fort est nécessaire pour limiter les excès du libéralisme. D'ailleurs en 2008, c'est l'État par son intervention qui a sauvé le système bancaire et qui a ainsi évité un dramatique assèchement du crédit. Malgré le poids insoutenable de la dette, malgré l'ampleur des prélèvements obligatoires, l'État mène toujours des politiques de solidarité ou de cohésion territoriale. L'État qui a perdu des fonctions s'en est trouvé d'autres comme la défense de l'environnement et la mise en œuvre du développement durable.

Conclusion

La tradition d'un État fort est fortement enracinée dans la culture française. Depuis 1945, la population a accepté une importante fiscalité pour conserver des services publics de qualité. Cependant, les partenaires de la France (Allemagne) pour rétablir leur compétitivité et réduire leur endettement ont fortement réduit les avantages sociaux et le périmètre de l'État. Devant la crise des finances et de l'économie, la France pourra difficilement échapper à des décisions impopulaires.

DEUXIEME PARTIE

GEOGRAPHIE

Etude critique de document

Mumbai, modernité et inégalités d'une métropole d'Asie en croissance

Consigne : A partir des documents, vous montrerez que Mumbai est une métropole d'Asie du Sud marquée par la croissance et les inégalités. Vous exercerez votre regard critique, notamment sur la nature et le contenu des documents.

Le sujet s'inscrit dans la question « *L'Asie du Sud et de l'Est : les enjeux de la croissance* » du thème 3 du programme « *Dynamiques géographiques de grandes aires continentales* », et plus précisément dans l'étude de cas « *Mumbai : modernité, inégalités* », à laquelle 3 heures de cours environ sont consacrées.

Principaux éléments attendus

Sens général des documents et lien avec la question étudiée

Souligner l'opposition ville moderne / slums dans une même zone de l'aire urbaine de Mumbai, une ville mondiale emblématique du dynamisme et des contrastes socio-spatiaux observables en Asie du Sud

Intérêt des documents :

- Une région urbaine bien intégrée dans la mondialisation : on pourrait citer par exemple : « capitale financière de l'Inde », une forte croissance, une ville mondiale « vitrine » de la puissance de l'Inde (« *visez les étoiles* »), une mégapole (première ville indienne),...
- La localisation de Mumbai, une région urbaine ouverte sur la mer avec des spécificités : le Greater Mumbai, l'étalement urbain vers le Nord qui a fait du faubourg initial de Dharavi un *slum* central, ...
- Des territoires différenciés, des contrastes sociaux et spatiaux : le centre moderne de Bandra Kurla (CBD) situé au Nord de Dharavi, l'évocation des autres CBD, les axes routiers saturés, « le plus grand bidonville d'Asie », les *slums*, les conditions de vie...
- Des concurrences importantes pour les terrains centraux (document 2) liées à la croissance économique forte

Regard critique et limites des documents

- Le second document est une publicité vantant un programme immobilier
- Des représentations « réductrices ».

Des éléments qui permettent de valoriser le travail du candidat :

- La diversification économique de Mumbai : finance, transport maritime, l'industrie cinématographique
- L'identification du MMRDA (Mumbai Metropolitan Regional Development Authority) dans le document 2 : les autorités municipales cherchent à agrandir Bandra Kurla Complex, et à récupérer le foncier des *slums* centraux, bien desservis par les lignes ferroviaires majeures